

## Résultats d'évaluations d'impact rigoureuses sur l'inclusion des femmes dans les formations agricoles et rurales



### Contexte et identification des difficultés rencontrées par les exploitantes

La productivité moyenne par hectare des agricultrices est inférieure à celle des hommes en Afrique sub-Saharienne, avec des écarts en défaveur des femmes de l'ordre de 23% en Tanzanie à 66% au Niger<sup>1</sup>. Ces différences, qui tiennent compte des disparités en termes de tailles de parcelles, ont souvent mené à la conclusion qu'il suffisait d'augmenter l'accès des femmes à des intrants (matériels et immatériels) afin d'augmenter leur productivité agricole. Or, l'écart entre hommes et femmes ne résulte pas seulement d'un écart dans l'accès aux intrants. Il est également nourri par l'écart de rendement de ces derniers, en fonction du sexe de l'exploitant qui les utilise. Le domaine de la formation agricole ne fait pas exception. Des études menées en Ouganda, en Ethiopie, au Mozambique et au Malawi montrent que les femmes bénéficient moins que les hommes, en termes de productivité agricole accrue, de certaines formes de conseil en vulgarisation du savoir agricole reçues par leur ménage, suggérant que les programmes actuels de formation agricole sont probablement plus adaptés aux besoins des exploitants masculins.

Dans le contexte des formations des femmes, plusieurs contraintes spécifiques doivent être prises en compte. Notamment, **les difficultés suivantes sont souvent rencontrées par les femmes** dans le domaine des formations agricoles et en particulier en termes d'accès à la vulgarisation de l'information :

- Les exploitantes agricoles ont tendance à n'avoir qu'un accès indirect à l'information, à travers leurs maris ou amis, si elles ne sont pas chefs de ménage ;
- Elles ne participent potentiellement pas aux activités de formation du fait de leurs responsabilités ménagères ou de contraintes de transport ;
- Les femmes ont souvent la responsabilité première des soins aux enfants, ce qui les empêche de passer plus de temps à mener des activités génératrices de revenu ou à suivre des programmes de formation ;
- Pour des raisons liées aux normes sociales et culturelles, les exploitantes peuvent ne pas être en mesure d'interagir avec les agents de formation masculins, ou ne peuvent

potentiellement pas communiquer aussi efficacement que les hommes avec des agents de vulgarisation masculins.

- En conséquence des raisons ci-dessus, les agricultrices ont souvent moins accès à des conseils techniques sur la production agricole et la commercialisation, et quand elles y ont accès, ces conseils sont moins adaptés à leurs besoins, ce qui contribue à l'écart de productivité entre les sexes.

### Solutions identifiées par la recherche

#### ***a. Former les agents de vulgarisation à cibler les agricultrices et à mieux répondre à leurs besoins en formations agricoles***

Les femmes exploitantes ont moins accès aux formations agricoles et rurales que leurs homologues masculins du fait de normes sociales et culturelles qui limitent à la fois la possibilité d'interactions avec des hommes en dehors du ménage et le temps qu'elles peuvent consacrer à des activités autre que les tâches de maintien du foyer.

*Rural Capacity Building Project (RCBP) en Ethiopie<sup>ii</sup>*

Intervention : dans le cadre d'un vaste programme de promotion de la croissance agricole, le gouvernement éthiopien a **augmenté le nombre d'agents de formation de sexe féminin formés et déployés dans les centres de formation agricoles**. Par ailleurs, **tous les agents de formation, ainsi que les responsables gouvernementaux impliqués dans le projet, ont été sensibilisés à la thématique « genre et développement » lors d'une formation obligatoire**.

Résultats :

- Amélioration de l'accès des femmes aux services de vulgarisation du savoir agricole ;
- Augmentation de l'adoption de cultures agricoles commercialisables (*marketable crop farming*) ;
- Augmentation de la taille de la surface cultivée et de la participation économique<sup>iii</sup> des membres du ménage, dans des proportions similaires quel que soit le sexe du chef de ménage.

#### ***b. Identifier des conseillères agricoles bénévoles pour diffuser l'information dans les réseaux sociaux féminins***

Les réseaux sociaux dans lesquels les femmes sont insérées sont distincts de ceux des hommes et peuvent être un outil puissant pour réduire les inégalités entre femmes et hommes.

*S'appuyer sur les réseaux sociaux des femmes pour diffuser les bonnes pratiques agricoles au Mozambique<sup>iv</sup>*

**Intervention :** le gouvernement du Mozambique a **recruté des conseillères agricoles bénévoles afin qu'elles servent de points de contact entre les agents de formation agricole et les membres de leurs communautés.** Les **conseillères bénévoles ont été formées** par les agents de formation à des techniques soutenables de gestion des terres (Sustainable Land Management (SLM)) et encouragées à maintenir une parcelle de démonstration afin de faciliter la transmission des techniques auprès des membres de leur communauté. **Les conseillères agricoles étaient encouragées à promouvoir et à diffuser dans leurs réseaux sociaux, les techniques apprises auprès des agents de formation.**

**Résultats :**

- Dans les communautés où les conseillères agricoles ont diffusé les informations reçues des agents de formation, les connaissances des femmes en termes de SLM ont augmenté de près de deux tiers par rapport à leur niveau initial.
- L'adoption de SLM par les femmes a augmenté d'environ 50%.

Dans une veine similaire, d'autres travaux ont montré que les femmes font d'aussi bons formateurs que leurs contreparties masculines en ce qui concerne les informations agricoles, mais que la perception de leur performance par leurs pairs peut être altérée par un biais social en leur défaveur. Ce biais social peut être contrecarré par des incitations financières destinées aux formateurs.

*Farmers teaching farmers au Malawi<sup>v</sup>*

**Intervention :** dans le cadre d'un programme mené par le Ministère de l'Agriculture du Malawi, une **formation a été dispensée à des exploitants agricoles** des deux sexes. **Ces exploitants étaient ensuite chargés de communiquer dans leur communauté rurale sur ce qu'ils avaient eux-mêmes appris pendant la formation.**

**Résultats :**

- Les femmes assimilent aussi bien que leurs contreparties masculines les savoirs reçus lors de la formation et les exploitants qu'elles forment tendent à avoir de meilleurs rendements.
- Les exploitants des deux sexes ont cependant tendance à être moins réceptifs au discours des formatrices sur l'adoption de nouvelles technologies agricoles qu'à celui des formateurs ;
- L'inclusion d'une incitation financière pour les formatrices et formateurs, en fonction des performances des exploitants suivant leurs formations, permet d'augmenter les interactions entre les agriculteurs et les femmes formatrices, ce qui conduit à améliorer la perception du savoir de ces dernières.

### ***c. Repenser les formations professionnelles pour les exploitantes***

Dans la lignée des évidences attestant du succès des formations en compétences socio-émotionnelles pour améliorer les performances des entreprises détenues par des femmes (Personal Initiative (PI) Training au Togo<sup>vi</sup> par exemple), des programmes de formation professionnelle ciblant le développement de compétences non-cognitives (persévérance, optimisme, instiller de la passion dans le travail) pourraient améliorer la situation économique des femmes agricultrices.

### *Formation à l'initiative personnelle au Mozambique*

Intervention : une **formation sur les meilleures pratiques agricoles et les compétences de base en agro-industrie** est dispensée à des exploitants au Mozambique lors de séances de formation en groupe et lors de visites individuelles. Par ailleurs, une **formation à l'initiative personnelle basée sur la psychologie cible les agricultrices et leur apprend à adopter un esprit d'entreprise en leur permettant de développer leur proactivité, leur persévérance, et leur capacité à être tournées vers l'avenir**. Cette formation propose un programme d'enseignement qui adapte le modèle de formation d'initiative personnelle qui a rencontré un grand succès auprès des propriétaires de petites entreprises dans au Togo.

#### Résultats :

- Le taux de participation à la formation à l'initiative personnelle se situait entre 72 et 79%.
- La formation a multiplié par deux la proportion de femmes ayant une activité profitable en dehors de l'exploitation, ce qui a permis d'augmenter significativement les sources de revenus des ménages.
- La formation a augmenté significativement la surface cultivée, l'usage de fertilisants et de pesticides ainsi que l'adoption de bonnes pratiques (rotation des cultures et paillage) et de cultures de rente (comme le soja par exemple), ce qui a augmenté la valeur des récoltes.
- Les dépenses des ménages ont augmenté et cet effet perdure après la fin de l'intervention.

Autre étude : Une étude descriptive portant sur le Malawi<sup>vii</sup> a mis en avant l'existence d'une corrélation positive entre le niveau de compétences non-cognitives des femmes et le fait que les ménages cultivent sur leurs parcelles des cultures de rente, comme le tabac par exemple. Cette corrélation positive est particulièrement marquée dans les communautés patrilocales<sup>viii</sup>, où le statut des femmes est considéré comme étant plus fragile que dans les communautés matrilocales.

#### ***d. Mettre des formations et des conseils en agriculture à la disposition des femmes à travers des fermes-écoles et via de nouveaux supports de formation***

La recherche a montré qu'au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, la mise en place de fermes-écoles a tout particulièrement bénéficié aux agricultrices<sup>ix</sup>.

*Former les agricultrices, à un rythme flexible, dans des fermes-écoles au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda*

Intervention : lors de **sessions de formation pratiques et appliquées**, des groupes d'agriculteurs vivant dans un même voisinage reçoivent un enseignement portant sur les nouvelles techniques agricoles. **Certains modules sont adaptés aux besoins des femmes et les encouragent, par exemple, à se tourner vers des cultures plus rémunératrices**. Une certaine **flexibilité dans l'organisation des sessions de formation** facilite la participation des femmes et tient compte des tâches de maintien du foyer qui leur incombent.

Résultats :

- Augmentation significative des revenus agricoles par tête des ménages dont le chef est une femme, comparés aux revenus des ménages dont le chef est un homme.
- Augmentation de la productivité des cultures dans les ménages dont le chef est une femme (au Kenya et en Tanzanie).

Par ailleurs, des formations par petits groupes ayant recours à des supports média tels que la vidéo, ont montré des résultats probants pour améliorer l'accès aux connaissances agricoles des femmes.

*Proposer des formations innovantes pour faciliter la diffusion de nouvelles pratiques agricoles en Ethiopie<sup>x</sup> et en Ouganda<sup>xi</sup>*

Intervention : le ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles éthiopien a piloté une intervention qui propose **d'enseigner de nouvelles techniques agricoles à l'aide de vidéos courtes mettant en scène des agriculteurs discutant et mettant en pratique l'adoption de nouvelles technologies**. La formation, destinée au chef de ménage ou au chef de ménage et à son épouse, était construite à partir de **plusieurs sessions vidéos, regroupant les agriculteurs en petits groupes, et animées par un agent de formation agricole**. Le contenu des vidéos était synchronisé au calendrier des cultures. En Ouganda, les vidéos promouvant de nouvelles techniques de culture du maïs, étaient montrées soit au chef de ménage, soit à son épouse soit aux deux membres du couple en même temps.

Résultats :

- La participation à la formation vidéo visant le chef de ménage et son épouse a permis d'augmenter l'accès des épouses de chefs de ménage aux conseils prodigués par l'agent de développement d'environ 25% par rapport au niveau initial pour la culture du maïs.
- Cette version de la formation a également permis d'améliorer la rétention de connaissances des épouses de chefs de ménage, à la fois en Ethiopie et en Ouganda.
- En revanche, en Ethiopie, la formation vidéo (qu'elle vise le chef de ménage seul ou le chef de ménage et son épouse) ne se traduit pas par une augmentation de l'adoption des nouvelles technologies sur les parcelles cultivées par l'un ou l'autre. En Ouganda, les femmes ayant insisté individuellement ou avec leur époux aux sessions vidéos sont davantage susceptibles d'adopter les nouvelles pratiques recommandées dans la culture du maïs sur les parcelles qu'elles cultivent.

*Mobiliser les nouvelles technologies pour former et individualiser le contenu de la formation au Ghana<sup>xii</sup>*

Intervention : le programme évalué au Ghana prévoit la **diffusion de conseils et la promotion de nouvelles techniques agricoles par un agent recruté et formé localement à partir d'un support audio et/ou vidéo**, en complément du travail des agents du Ministère de l'Agriculture ghanéen. **L'agent de formation dispense les conseils agricoles aux exploitants réunis en groupes, séparés en fonction de leur sexe**. Le programme met en place un **outil de diagnostic des pratiques agricoles des fermiers, sur tablette, afin de produire de manière hebdomadaire des recommandations personnalisées pour chaque exploitant**.

Résultats :

- Augmentation significative des connaissances agricoles et adoption de nouvelles technologies agricoles mais pas d'augmentation de la productivité des participants.
- Si les hommes et les femmes voient leurs connaissances s'améliorer, l'intervention n'a pas permis de réduire l'écart de connaissances entre les sexes.

L'augmentation de l'usage de la technologie mobile, y compris dans les zones rurales des pays à faibles revenus, soulève des perspectives encourageantes pour améliorer l'accès aux formations agricoles et rurales<sup>xiii</sup>. En effet, le recours au téléphone mobile peut à la fois réduire le coût d'accès à l'information et permettre une personnalisation de l'information reçue. Bien que la littérature insiste sur le fait que lever les barrières individuelles à l'information ne suffisent pas à augmenter les rendements agricoles en présence d'autres imperfections du marché agricole, des travaux ont néanmoins mis en avant les bénéfices de leur usage au Kenya et au Niger.

*Envoyer des SMS à des cultivateurs de cannes à sucre au Kenya<sup>xiv</sup>*

Intervention : une série de SMS est envoyée aux cultivateurs qui vendent leur production à la première entreprise de transformation agricoles d'Afrique de l'Est. Les SMS décrivent un ensemble de tâches à accomplir sur leurs parcelles à différents moments du cycle de croissance de la canne à sucre.

Résultats :

- Les envois de SMS ont augmenté de 8% les rendements des cultivateurs bénéficiaires lors de la première récolte après le début de l'intervention.
- Les effets ne semblent pas perdurer l'année suivante.

*Fournir un téléphone mobile aux bénéficiaires d'un programme d'alphabétisation au Niger augmente les rendements agricoles<sup>xv</sup>*

Intervention : Les adultes bénéficiaires d'un programme d'alphabétisation au Niger reçoivent, en plus de leur formation, un téléphone mobile à partager avec quatre autres co-bénéficiaires. Ils sont formés à utiliser ce téléphone mobile (reconnaissance des symboles, lettres et chiffres sur les touches du téléphone notamment).

Résultats :

- Dans les villages où les bénéficiaires ont reçu un téléphone mobile, les cultivateurs ont augmenté la diversité des plants cultivés.
- Les cultivateurs ont particulièrement augmenté la culture de l'okra, une culture de rente considérée comme marginale et essentiellement cultivée par des femmes.
- Les cultivateurs ont davantage mis en vente leurs cultures mais sans que la quantité vendue n'augmente significativement.

**e. Une formation en couple avec des subventions**

Le fait d'inviter les conjoints des producteurs de culture de rente aux formations agricoles est un potentiel levier d'amélioration de la participation des femmes à la production de cultures de rente et d'augmentation de la productivité agricole du ménage.

*Fournir une formation agricole aux couples d'exploitants en Côte d'Ivoire*

Intervention: le programme évalué prévoit la **distribution de matériel de plantation amélioré d'hévéa, avec une subvention de 90%** pour couvrir le coût des plants. Ces intrants sont fournis aux petits exploitants, dont des femmes, qui représentent 20% des bénéficiaires du programme. Par ailleurs, une **formation de trois jours est dispensée sur les meilleures pratiques agricoles avant la plantation**. Une **version individuelle de la formation** vise l'acquisition de compétences en matière de culture de l'hévéa et l'élaboration d'un plan d'action par le producteur seulement. Une **autre version de la formation, dispensée aux producteurs et leurs conjoints**, inclut l'acquisition des compétences susmentionnées pour le producteur et son/sa conjoint(e) ainsi que la **création d'un plan d'action commun pour la culture de l'hévéa**.

Résultats : En cours

*Sensibiliser les couples d'exploitants de cannes à sucre en Ouganda<sup>xvi</sup> à l'autonomisation économique de leur épouse*

Intervention: En partenariat avec Kakira Sugar Limited (KSL), l'une des plus grandes entreprises de transformation de cannes à sucre d'Ouganda, **les fermiers sous contrat avec KSL (en majorité des hommes) ont été incités à mettre un ou plusieurs de ces contrats au nom de leur épouse ou à formaliser les parcelles utilisées pour la culture de la canne à sucre**, et ne faisant pas l'objet d'un titre de propriété, **au bénéfice de leur épouse<sup>1</sup>**. Les fermiers étaient informés lors de visites à domicile faites par des agents spécialement formés pour l'occasion. Afin d'inciter les hommes à transférer le contrat au nom de leur épouse, une lampe solaire d'une valeur de USD 30 était offerte en cas de transfert du contrat. Par ailleurs, en amont du programme d'incitation, **certaines chefs de ménage étaient aléatoirement invités à participer en couple à un atelier de 3 jours dont le but est de sensibiliser les couples à une gestion équilibrée et conjointe des ressources du ménage**.

Résultats :

- 70% des ménages ont opéré un transfert de contrat ou une formalisation au bénéfice de l'épouse.
- La participation à l'atelier permet de réduire le refus de transfert de contrat de 6% et, plus généralement, et d'assouplir la vision d'une gestion exclusive des ressources monétaires du ménage par le mari uniquement.
- Le transfert de contrat s'est effectivement traduit par davantage d'interactions entre les exploitantes et KSL.

---

<sup>1</sup> Le fait de passer un contrat au nom de l'épouse permet à cette dernière de bénéficier d'intrants, d'avances en espèces et du paiement final de la récolte sur la parcelle concernée.

**f. Tenir compte des contraintes de temps et de mobilité des femmes**

*Proposer des services de gardes d'enfants aux agricultrices en RDC pour alléger leurs contraintes de temps et de mobilité*

En République démocratique du Congo, les gérantes de parcelles consacrent beaucoup plus de temps que leurs homologues masculins aux travaux ménagers et aux soins des proches (en moyenne 1h45 de plus par jour), et beaucoup moins de temps aux activités productives, au repos ou aux activités sociales. Dans les ménages dont le chef est un homme, les femmes gérantes de parcelles consacrent encore moins de temps aux activités productives

Intervention : le programme évalué prévoit la mise en œuvre de services de gardes d'enfants au niveau communautaire, par des femmes identifiées dans chaque communauté par les exploitantes elles-mêmes, et qui recevront une formation spécifique sur la garde d'enfants en bas âge. En amont, une étude préliminaire avait été menée par le GIL, pour comprendre les **déterminants de l'utilisation des services de gardes d'enfants** par les exploitantes.

Résultats :

- L'évaluation d'impact de la mise en œuvre de crèches communautaires est actuellement en cours.
- L'étude préliminaire a permis de mettre en avant deux facteurs clés pour développer un système de garde efficace : (i) Premièrement, le degré de formalité du centre de garde. Le manque de confiance des femmes agricultrices par rapport à la qualité de la garde est un obstacle majeur (par exemple les craintes de sorcellerie ou de négligence apparaissent comme importantes). Le prix de la garde est également une considération importante. (ii) Un deuxième facteur important est l'âge des enfants qui sont pris en charge. Les enfants de moins de deux ans ont notamment des besoins différents qui requièrent des dispositions logistiques spécifiques (par exemple liées à l'allaitement).

De nouvelles données probantes, notamment sur d'autres continents, montrent l'importance des programmes de garde d'enfants sur la participation des femmes aux activités économiques et aux programmes de formations.

Autres résultats :

- Au Mozambique, **les services de garde d'enfants** ont fait croître le taux d'emploi des prestataires de soins d'environ 26%. De même, une évaluation d'impact au Kenya a souligné que les mères ayant reçu des **subventions pour la garde d'enfants** étaient en moyenne 17% plus susceptibles d'être employées. Selon une étude quasi expérimentale menée dans le sud du Togo, **l'inscription des enfants de 3 à 5 ans dans des établissements préscolaires** a permis aux femmes d'être 37% plus enclines à travailler en dehors de la maison.<sup>xvii</sup>
- Au-delà des contraintes liées à la garde des enfants, il est important de prendre en compte les **contraintes financières relatives à la mobilité et au temps des femmes**. Pour maximiser le taux de participation, il est notamment **souhaitable que les programmes de formation incluent une bourse (« stipend »)** pour couvrir les frais de transport, se déroulent dans un **lieu de formation proche du lieu de**

**résidence des participants**, prévoient des **rafraichissements (boisson et biscuits)** après chaque cours, et un **bonus de complétion** du programme.

**g. Cibler le contenu et la mise en œuvre des formations sur la base des caractéristiques des participants**

Individualiser une partie de la formation pour cibler les besoins de chaque femme peut permettre d'améliorer le bénéfice que ces dernières en retirent.

*Proposer un coaching individuel aux femmes entrepreneurs pour accroître leurs revenus en Tanzanie<sup>xviii</sup>*

**Intervention :** Deux types de formation à des femmes entrepreneurs sont évalués : une formation de base dispensée en classe, et une **formation renforcée complétée par des séances de coaching individuelles**.

**Résultats :**

- Seule la formation renforcée complétée par les séances de coaching individuelles a un impact positif sur les bonnes pratiques entrepreneuriales, il n'y a pas d'impact de la formation de base sur ces indicateurs.
- La formation renforcée complétée par les séances de coaching individuelles conduit à une augmentation des revenus uniquement pour les entrepreneurs ayant au moins neuf ans d'expérience. La formation de base, quant à elle, ne conduit à une augmentation des revenus que pour les entrepreneurs ayant au moins quatorze ans d'expérience.

---

<sup>i</sup> <http://documents.worldbank.org/curated/en/579161468007198488/Levelling-the-field-improving-opportunities-for-women-farmers-in-Africa>

<sup>ii</sup> Buehren, N., Goldstein, M., Molina, E., & Vaillant, J. (2017). *The impact of strengthening agricultural extension services: Evidence from Ethiopia*. The World Bank.

<sup>iii</sup> La participation économique est définie comme le fait de contribuer aux revenus du ménage.

<sup>iv</sup> Kondylis, F., Mueller, V., Sheriff, G., & Zhu, S. (2016). *Do female instructors reduce gender bias in diffusion of sustainable land management techniques? Experimental evidence from Mozambique*. *World Development*, 78, 36-449.

<sup>v</sup> Yishay, A. B., Jones, M., Kondylis, F., & Mushfiq, A. (2016). *Are gender differences in performance innate or socially mediated?*. The World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/31421>

<sup>vi</sup> World Bank Group. 2019. *Profiting from Parity: Unlocking the Potential of Women's Business in Africa*. World Bank, Washington, DC. © World Bank.

<sup>vii</sup> [Montalvao, Joao; Frese, Michael Dr.; Goldstein, Markus P.; Kilic, Talip. 2017. \*Soft skills for hard constraints : evidence from high-achieving female farmers \(English\)\*. Policy Research working paper; no. WPS 8095. Washington, D.C: World Bank Group.](#)

<sup>viii</sup> Communauté patrilocale : communauté où l'épouse rejoint le village de son mari au moment du mariage.

<sup>ix</sup> O'Sullivan, Michael; Rao, Arathi; Banerjee, Raka; Gulati, Kajal; Vinez, Margaux. 2014. *Levelling the field: improving opportunities for women farmers in Africa (English)*. Washington DC ; World Bank Group.

<sup>x</sup> Abate T. Gashaw; Bernard Tanguy; Makhija Simrin; Spielman J. David (2017). *Accelerating technical change through video-mediated agricultural extension : Evidence from Ethiopia*. Unpublished.

<sup>xi</sup> Lecoutere, E., Spielman, D. J., & Van Campenhout, B. (2019). *Women's empowerment, agricultural extension, and digitalization: Disentangling information and role model effects in rural Uganda (Vol. 1889)*. Intl Food Policy Res Inst.

- 
- <sup>xii</sup> <https://www.poverty-action.org/sites/default/files/publications/Community%20Extension%20Agent%20Program%20Brief.pdf>
- <sup>xiii</sup> Fabregas, R., Kremer, M., & Schilbach, F. (2019). Realizing the potential of digital development: The case of agricultural advice. *Science*, 366(6471).
- <sup>xiv</sup> Casaburi, L., Kremer, M., Mullainathan, S., & Ramrattan, R. (2014). Harnessing ICT to increase agricultural production: Evidence from Kenya. *Harvard University*.
- <sup>xv</sup> Aker, J. C., & Ksoll, C. (2016). Can mobile phones improve agricultural outcomes? Evidence from a randomized experiment in Niger. *Food Policy*, 60, 44-51.
- <sup>xvi</sup> Ambler, Kate, Kelly Jones, and Michael O'Sullivan. "Facilitating women's access to an economic empowerment initiative: Evidence from Uganda." *World Development* 138: 105224.  
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X2030351X>
- <sup>xvii</sup> World Bank Group. 2019. Profiting from Parity : Unlocking the Potential of Women's Business in Africa.
- <sup>xviii</sup> [Bardasi, Elena; Gassier, Marine; Goldstein, Markus; Holla, Alaka. 2018. Designing Targeted Business Trainings for Impact : Insights from a Women Entrepreneurs' Program in Tanzania. Gender Innovation Lab Policy Brief No. 26. World Bank, Washington, DC.](#)